

# LES NATIONS UNIES ET LA PENSÉE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



YANN GUILLAUD \*

**A**près quatre décennies pour le développement (1961-2000), deux pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006, 2008-2017) et les objectifs du millénaire (2000-2015) qui s'achèvent, l'Onu scande sans cesse ses buts. En faire un bilan, entre grands textes fondateurs, diplomatie et mesures concrètes, est une vraie gageure, relevée par un vaste projet d'histoire intellectuelle des Nations unies<sup>1</sup>. Nous n'aborderons ici que quelques-unes des questions sur le développement débattues à l'Onu, pour en montrer les grandes évolutions.

L'Onu n'a inventé ni la réflexion sur le développement économique, ni les stratégies mises en œuvre par des États cherchant à transformer leur base socioéconomique pour la rendre plus complexe. Depuis les politiques impulsées en Angleterre par Henri VII (1485-1509), elles sont en effet d'une remarquable continuité dans la pensée économique (Jomo et Reneirt 2005). Des points clés comme l'industrialisation et son financement, les écarts technologiques à combler par divers moyens, le rôle favorable ou bloquant du commerce extérieur sont au cœur d'une démarche qui

---

\* SOCIOÉCONOMISTE, CHARGÉ D'ENSEIGNEMENT À SCIENCES PO PARIS. (guillaud@msh-paris.fr)

<sup>1</sup> Lancé en 1999, il est terminé et compte 16 volumes, les actes d'une conférence *À propos des idées des Nations unies sur le développement* (Onu, 2006), et un résumé *The Power of UN Ideas* en accès libre sur <[www.unhistory.org](http://www.unhistory.org)>.

part du réel pour en dégager une théorie, justifiant les politiques envisagées (procédé historico-inductif). L'alternative consiste à partir d'un nombre limité de propositions initiales, dont la solidité provient de déductions logiques successives qui façonnent la théorie, pour légitimer les transformations du réel à mettre en œuvre (procédé hypothético-déductif), en évacuant l'histoire et l'espace. Petty, Smith, Malthus, Ricardo, Marx, List et d'autres (Jomo 2005), malgré leurs divergences, discutent de croissance de la production, de ses déterminants et de la distribution du revenu entre classes sociales, thèmes moteurs de l'économie du développement. Ils se rattachent à la méthode historico-inductive, à l'exception de Ricardo, précurseur de la méthode axiomatique absorbée par la question de l'équilibre de plein emploi, écartant de manière explicite déséquilibres et équilibre de sous-emploi (Dockès 1977). Cette ligne de fracture est ce qui fonde l'économie du développement, pensée historicisée et spatialisée, imprégnée de déséquilibres, qui s'oppose ainsi à une pensée abstraite et anhistorique, où le marché est naturalisé. Les tensions entre l'Onu et les institutions de Bretton Woods<sup>2</sup> (et plus tard l'OMC) sur les orientations à promouvoir peuvent se relire sous cet angle : existe-t-il plusieurs stratégies de développement de par des singularités historiques et sociales, ou une seule stratégie si le développement vise à transformer les singularités locales pour établir le règne de la rationalité économique marchande ?

## Une pensée pionnière

Bien que l'universalité de l'Onu ne soit pas immédiate, elle porte dès ses débuts une réflexion sur le développement dont le but est de fonder un ordre économique plus juste. De manière explicite, développement économique, reconnaissance du droit à l'autodétermination et mise en œuvre des droits de l'homme sont, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, considérés comme les bases d'une paix durable (Emmerij *et al.* 2001).

La pensée économique est encore imprégnée des controverses théoriques issues de la Grande Dépression des années 1930, et la décolonisation des années 1950 et 1960 annonce l'émergence d'un tiers monde aux problématiques spécifiques,

---

<sup>2</sup> Banque mondiale et Fonds monétaire international (FMI), abrégés en IBW.

entre capitalisme et socialisme. L'existence de ces deux systèmes ouvre un espace pour leur mise en concurrence par les pays en développement (PED) qui, après la conférence de Bandung (1955), créent le Mouvement des non-alignés (1961). L'époque est favorable à l'instauration d'une plus grande égalité économique et sociale, à l'intérieur des pays comme entre eux.

Pour la réaliser, l'Onu recrute de nombreux économistes déjà de premier plan, Kalecki, Singer, Myrdal, Kaldor, Prebisch, Tinbergen... Leurs idées nourrissent les productions de l'organisation et y trouvent une plateforme incomparable pour les diffuser, mais partent aussi souvent avec eux.

Les théories du développement des années 1950 et 1960 ont notamment leur origine dans les travaux menés pendant la guerre en Grande-Bretagne, autour de Rosenstein-Rodan avec la participation de Kaldor et Kalecki, sur les conditions de la reconstruction en Europe de l'Est. L'article qu'en tire Rosenstein-Rodan (1943) théorise la nécessité d'une planification à grande échelle. L'objectif est d'impulser l'industrialisation dans suffisamment de secteurs à forte intensité de main-d'œuvre pour assurer la complémentarité des débouchés et mobiliser la main-d'œuvre agricole tenue pour excédentaire, même si le plein emploi n'est pas ici considéré comme atteignable. L'insuffisance de capitaux internes doit être palliée par un soutien externe sous forme de prêts ou d'entreprises conjointes. L'idée d'un financement externe du développement est dès lors durablement établie.

L'idée économique et sociale la plus radicale portée par l'Onu est la nécessité de garantir le plein emploi. Le rapport *National and International Measures for Full Employment* (1949) vise à maintenir le plein emploi, issu de l'économie de guerre, par des objectifs officiels d'emploi et des « contre-mesures automatiques » mises en œuvre en cas de hausse du chômage ou de l'inflation (Toye et Toye 2004 : 89-102). Il propose un mécanisme de dépôt en monnaie locale auprès du FMI pour les pays dont les politiques viseraient à réduire leurs importations pour atteindre le plein emploi. Ce dépôt compenserait les effets déflationnistes transférés au reste du monde par une telle politique, les ressources obtenues par le FMI étant disponibles pour soutenir les monnaies des pays aux exportations détériorées. Le but est ainsi d'assurer l'équilibre des échanges pour qu'une politique de plein emploi réussisse. Or pour le rapport, le libre-échange en régime de change fixe avec une

pénurie de dollars ne peut pas assurer l'équilibre, ce qui s'oppose à la politique des États-Unis qui cherchent par le libre-échange à contrer leur ralentissement économique.

Ce rapport réputé « trop keynésien » souligne la nécessité de penser une politique de plein emploi avec ses effets extérieurs et s'oppose à la prééminence d'un pays. Or si des mesures pour garantir le plein emploi peuvent se justifier en temps de guerre, elles restent inacceptables en temps de paix pour des entrepreneurs et des rentiers alliés à des économistes conservateurs (Kalecki 1943). Le lien entre une telle politique, les déficits publics et l'inflation, ou le coût d'un contrôle des prix et des salaires pour éviter l'inflation sont alors controversés. L'automatisme des mesures et le mécanisme compensatoire sont donc rejetés par les États-Unis. Un second rapport est commandé pour explorer d'autres pistes politiquement plus acceptables.

Celui-ci, *Measures for International Economic Stability* (1951), abandonne le volontarisme sur le plein emploi et propose de négocier des accords de stabilité des prix pour des produits de base, d'augmenter le capital de la Banque mondiale pour accroître ses prêts (à visée aussi contracyclique), et d'augmenter le capital du FMI pour faire face à une récession. Mais l'opposition vient des deux institutions qui, selon elles, n'ont pas vocation à contrecarrer les récessions, prérogatives des autorités nationales.

Quant à la lutte contre le chômage dans les PED, si ces conditions y participent, le rapport *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries* (1951) affirme, influencé par Lewis, qu'il sera résolu dès qu'un développement économique sera engagé. Sans interroger le sens du développement, le rapport en souligne les conditions : disposer d'institutions propices et d'un État capable de réguler l'activité économique pour fournir plus que des services de base. Il affirme que les pays sous-développés peuvent directement accéder à la technologie la plus performante, réalisant un bond technologique qui leur évite de refaire tout le processus d'innovation. Or comme seul le capital est tenu pour rare, la main-d'œuvre étant structurellement excédentaire dans le secteur agricole, l'offre de travail est très élastique. L'investissement dans le secteur capitaliste peut donc engendrer une croissance industrielle sans impact négatif sur l'agriculture, permettant la croissance d'industries intensives en main-d'œuvre exportatrices sans hausse de salaires. Accumulation

du capital et hausse des surplus sont assurées, épargne et investissement augmentent dans un revenu national lui-même en croissance. Les transferts technologiques vers les PED sont nécessaires, et les niveaux élevés d'épargne et d'accumulation deviennent des buts. Industrialisation et développement se confondent quasiment (Toye et Toye 2004 : 102-106).

Cette stratégie d'industrialisation qui absorbe l'exode rural est commune aux deux systèmes politiques en présence. La transformation sociale promue est plus consensuelle que l'objectif de plein emploi, ce qui assure une certaine unité à l'Onu au moment de tensions Est-Ouest exacerbées.

En passant des conditions du plein emploi à celles du développement, celui-là est subordonné à celui-ci – statut qu'il ne quittera plus. La convention 122 de l'OIT (1964) précise que la garantie « qu'il y aura du travail pour toutes les personnes disponibles et en quête de travail » s'exerce en « ten[ant] compte du stade et du niveau de développement économique ainsi que des rapports existant entre les objectifs d'emploi et les autres objectifs économiques et sociaux » (art. 2 & 3). Autant dire que sa portée est bien limitée !

41

## **Vers un développement endogène ?**

Pour impulser le développement, cinq commissions régionales sont créées, avec des défis communs : assurer la cohésion, penser le développement et l'articulation au reste du monde (Berthelot 2004). La cohésion est recherchée par la promotion de banques de développement et des institutions visant à l'intégration régionale : industrialisation et intégration allant de pair pour assurer la rentabilité de l'industrie locale, plutôt que de s'ouvrir au reste du monde. La division de l'Europe rend caduc le plan de Rosenstein-Rodan qui est repris par la CEPAL, mais sans sa dimension harmonieuse du commerce international.

Car pour Prebisch (1949), l'insertion des PED dans l'économie mondiale est dépendante, suite à la dégradation séculaire des termes de l'échange, au détriment de la périphérie sous-développée par rapport au centre industrialisé, avec des effets néfastes sur les modes de production, de consommation et d'épargne des pays dépendants. L'instabilité du cycle des affaires, étudiée dans les années 1930 pour ses effets sur la conjoncture des économies du capitalisme central, est ici considérée pour

ses effets à long terme sur le blocage du développement des économies périphériques. Il prône une stratégie d'industrialisation par substitution des importations, soutenue par l'État et un protectionnisme temporaire. Dans son *Economic Survey of Latin America* (1951), la CEPAL endosse sa stratégie à l'influence considérable sur la pensée du développement. Performante jusqu'à la fin des années 1970, elle s'épuise quand la substitution devient plus complexe à mener et aggrave les inégalités par une industrialisation produisant des biens pour les plus riches.

Pour fonder une stratégie à partir de liens économiques plus traditionnels, mobilisant les ressources locales et la coopération entre PED, le concept « d'autonomie collective » – lancé par les Non-Alignés (1970) – est repris en Afrique par la CEA (1976). L'idée est de rechercher une croissance endogène et diversifiée, plutôt que de favoriser les échanges avec les pays développés et les investissements directs étrangers (IDE) comme sources de croissance. Mais la crise de la dette des années 1980 et d'autres difficultés rendent l'orientation inopérante.

42

Au niveau global, les décennies du développement sont contrastées. La 1<sup>re</sup> (1961-1970) est marquée par la décolonisation et l'espoir d'une vie meilleure. Pour y parvenir, la croissance annuelle du PNB est fixée à 5 % au moins et le commerce international est décrété « principal instrument du développement économique ». Mais avec l'instabilité des cours des matières premières, celui-là est plus tenu pour un facteur de blocage que d'impulsion, d'où la création de la CNUCED (1964) pour tenter de modifier la donne entre pays développés et en développement. Pour essayer de parler d'une seule voix, des PED y créent le Groupe des 77 qui formule les premières propositions d'un nouvel ordre économique international (NOEI). La décennie est un succès avec une croissance annuelle moyenne de 5,5 % sur la période (Jolly *et al.* 2004 : 259).

La 2<sup>e</sup> (1971-1980) fixe la croissance pour la période à au moins 6 %/an. L'Onu appelle à l'établissement d'un NOEI (1974), basé, entre autres, sur le droit de nationaliser ses ressources et de pouvoir indexer les prix des exportations sur les prix des importations, et demande de renforcer le poids des PED dans les IBW. Mais il consiste davantage à mieux répartir les gains du commerce international qu'à fonder une nouvelle conception du développement (Rist 2007 : 262-271). Suite aux deux crises

pétrolières qui réduisent la croissance des pays développés et leurs importations des PED, tout en renchérissant les importations d'énergie des PED dépourvus de pétrole, les 5,6%/an de croissance moyenne de la période sont décevants.

L'approche centrée sur la création d'emplois plus productifs et rémunérateurs, avec une distribution plus égalitaire du revenu, est mise en avant par l'OIT (1969), pour être absorbée par l'approche basée sur les besoins fondamentaux (1976) qui lui ajoute l'objectif d'assurer le minimum requis pour tous (nourriture, logement, vêtements, accès à l'eau potable et aux sanitaires, au transport, à la santé et à l'éducation). Cette conception reprend celle de la Banque mondiale (1972) qui, en se focalisant sur l'essentiel, permet d'obtenir un consensus autour d'un minimum, ce qui participe à vider de son contenu social le développement pour le rabattre sur du biologique.

Mais l'usage de la conception des besoins essentiels peut aussi s'insérer dans une vision nettement plus critique du développement. Il en est ainsi du rapport resté sans suite du PNUE et de la fondation Dag Hammarskjöld, *Que faire* (1975). Si le développement doit bien être orienté vers la satisfaction des besoins essentiels pour éradiquer la misère, il doit aussi être endogène, fondé sur ses propres forces et en harmonie avec son environnement. De plus, le concept de développement n'est pas qu'économique et s'applique aussi aux pays développés, ce qui interroge la nature de leur développement et remet en cause l'universalité des lois économiques, l'existence d'intérêts mutuels dans le commerce international et l'efficacité du marché dans l'allocation optimale des ressources.

43

## Une pensée éclip­sée

L'échec du NOEI marque le début de l'éclipse de l'Onu par les IBW, l'OMC et l'OMPI (agence onusienne) qui défendent ouvertement un libéralisme économique : libre-échange, défense des droits de propriété intellectuelle, insertion poussée à l'économie mondiale comme moyen de développement. L'État est relégué au second plan, remplacé par le marché et le commerce international comme forces motrices. Les États-Unis favorisent les IBW où les décisions sont prises en fonction des quotes-parts dans le capital, et non pas comme à l'Onu sur la base d'un État une voix.

Souvent appelée « la décennie perdue », la 3<sup>e</sup> (1981-1990) voit la plupart de ses buts non atteints : la croissance annuelle moyenne du PIB étant de 3 % (1 % par habitant), alors que l'objectif était de 7 % et une croissance de la production manufacturière de 9 % pour que la part des PED dans la production manufacturière mondiale atteigne 25 % en 2000. La poursuite de la crise dans les pays développés est lourde de conséquence pour les PED : détérioration des termes de l'échange avec les pays industriels et déclenchement de la crise de la dette (1982), suite à la hausse des taux d'intérêt provoquée par la lutte contre l'inflation dans les pays du centre.

Pour y faire face, les IBW conditionnent octroi de nouveaux prêts et restructuration de la dette à l'acceptation de programmes d'ajustement structurels (PAS). Réduction des dépenses publiques et libéralisation des prix, limitation des salaires réels et hausse de l'épargne, dérégulation des marchés intérieurs et privatisation, dévaluation pour accroître les exportations, libéralisation financière et des échanges internationaux pour attirer les IDE en sont les mesures de base pour dégager des excédents financiers et faire face aux échéances. La réduction de la pauvreté doit provenir de l'amélioration de la croissance issue des politiques de libéralisation du marché, du moins d'État et d'une insertion plus poussée à l'économie mondiale. Ces mesures fondent un nouveau paradigme, le consensus de Washington.

Mais les PAS sont peu performantes : faible croissance – alors que la balance commerciale s'améliore partout – et ponction de l'épargne nationale pour le service de la dette entraînent l'inversion des flux financiers : les PED financent les pays développés en 1983-1991, 1994 et 1998-2003. En 1985, la CNUCED souligne qu'une annulation partielle de la dette est la seule solution. Les effets sociaux des PAS sont dramatiques et de vives critiques sont formulées par la CEA, l'Unrisd et l'Unicef (1987), dont le rapport *L'ajustement structurel à visage humain : Protéger les groupes vulnérables et favoriser la croissance* rejette la dichotomie entre l'économique et le social, affirmant que des indicateurs sociaux doivent servir à élaborer, suivre et adapter les PAS. La finalité des PAS est interrogée, mais la critique reste interne au modèle de l'ajustement, ne remettant pas en cause sa nécessité.

Après la décennie perdue, la 4<sup>e</sup> (1991-2000) vise à relancer le développement et se distingue par l'abandon des buts



chiffrés, seul persiste celui de 10 % de croissance industrielle. La stratégie fixe des buts prioritaires : éliminer la pauvreté et la faim, améliorer l'éducation et les institutions, intégrer les questions de population et d'environnement. La période est celle de la transition d'ex-économies socialistes à l'économie de marché, la poursuite des PAS, la libéralisation du commerce international et l'approfondissement de la mondialisation. La production industrielle est en forte croissance (Nayyar 2013 : 107, 135) : la part de la valeur ajoutée manufacturière des PED (à prix constant 2000) passe de 16 % de la production manufacturière mondiale en 1990 à 21 % en 2000<sup>3</sup> et 32 % en 2010. L'objectif de 1980 est donc atteint, mais il est peu significatif, car la Chine seule représente 45 % de la part des PED en 2010. De plus, même avec cette croissance, le PIB réel par habitant des PED sans la Chine équivalait à 15,3 % de celui des pays développés en 1960, 13,5 % en 1980, 11,5 % en 2000 et 15,6 % en 2010, et pour la Chine respectivement 10,5 %, 7,6 %, 11,9 % et 23,6 %<sup>4</sup>. Et les écarts s'aggravent, le rapport entre le PIB par habitant le plus faible et le plus élevé au monde était de 1 à 44 en 1960, 203 en 1980, 214 en 2000 et 297 en 2010. Il n'y a donc pas, malgré les résultats de la Chine, de convergence des niveaux de vie, loin de là !

45

La relativisation du PIB par habitant comme indicateur de développement prend corps avec la création, par le PNUD (1990) avec le concours de Sen, de l'indice de développement humain qui mesure les performances relatives de qualité de vie des pays en ajoutant à l'indicateur économique deux composantes sociales non monétaires (espérance de vie, éducation). Par un mécanisme technique, il limite l'impact d'une hausse de revenu, introduisant l'idée qu'un revenu en hausse n'implique pas une hausse proportionnelle de qualité de vie.

Après le sommet mondial sur le développement social (1995), l'Onu lance sa 1<sup>re</sup> décennie (1997-2006) contre la pauvreté, le but étant d'éliminer la « pauvreté absolue » qui frappe 1,75 milliard de personnes (1996) et se caractérise par une privation aiguë des besoins fondamentaux (nourriture, eau, sanitaires, santé, habitat, éducation et information), en raison

<sup>3</sup> 25,6 % à prix courant et au taux de change du marché.

<sup>4</sup> Calculs à partir des Penn World Tables (8.1/2015) sur <<http://febpwt.webhosting.rug.nl>>, \$ constant 2005 en parité de pouvoir d'achat (PPA) chaîné.

d'un faible revenu mais aussi d'absence d'accès aux services en question. Pour la Banque mondiale, il s'agit des personnes vivant avec moins de 1,25 \$/jour (en PPA 2005).

Élargissant cette orientation, la déclaration du millénaire (2000) fixe des buts à atteindre dans un délai précis, fixant ainsi un cap clair, permettant d'identifier avancées et manques, mais 21 objectifs suivis par 60 indicateurs<sup>5</sup> sont une liste conséquente ! Globalement, sont réalisées : la baisse de moitié de la part de la pauvreté absolue (de 47 à 14% de la population des PED, 1990-2015) et de la population n'ayant pas accès à l'eau potable, l'amélioration des conditions de vie des habitants des taudis (320 millions au lieu des 100 millions fixés, 2000-2014), l'élimination des disparités entre sexes à tous les niveaux de la scolarité, la maîtrise du paludisme et de la tuberculose. Les résultats sont insuffisants, mais en progrès, pour la baisse de moitié de la population souffrant de la faim (encore 13 millions de personnes, de 13 % supérieur au but) et pour l'accès à l'éducation primaire pour tous (91 % dans les PED). D'autres sont hors de portée, comme le plein emploi (le chômage mondial passe de 151 à 204 millions, 1991-2014).

46

La 2<sup>e</sup> décennie (2008-2017) contre la pauvreté, lancée durant la crise financière, constate des progrès inégaux et souligne l'importance de l'éducation et de l'accès des PED à leur « juste part des bénéfices de la mondialisation » pour que la pauvreté diminue. Ces points sont révélateurs. Si la part des travailleurs précaires dans l'emploi total diminue (56 à 45 %, 1991-2015), leur nombre augmente (1,26 à 1,45 milliard), mais l'accès à l'éducation reste prioritaire (Onu 2015 : 18-19), plutôt que l'accès à des emplois rémunérateurs (52 % des travailleurs sont à la limite de la pauvreté en 2015, 81 % en 1991). Et l'optimisme prévaut sur une mondialisation plus juste, alors que l'actuelle ne réduit pas nécessairement la pauvreté qui baisse avec une croissance extravertie soutenue (Chine), ou moins de croissance mais avec des programmes sociaux volontaristes (Brésil). Les inégalités de revenu parmi la population mondiale considérée comme un tout restent stables (Nayyar 2013 : 151), avec un coefficient de Gini<sup>6</sup>

<sup>5</sup> Objectifs, indicateurs et résultats globaux sur <[www.un.org/fr/millenniumgoals](http://www.un.org/fr/millenniumgoals)> et par pays sur <<http://data.worldbank.org/data-catalog/MDGs-tables>>.

<sup>6</sup> Plus il est proche de 1 et plus les inégalités sont fortes.

de 0,65 environ (1952-2000), et celles entre pays (pondérées par leur population) le sont aussi, autour de 0,53 (avec même une tendance à la hausse depuis 1983), et ne diminuent, de 0,57 à 0,50 (1962-2000), que si la Chine est incluse (Milanovic 2005 : 87), alors même que la croissance annuelle du PIB est forte (supérieure à 4%). La croissance n'est donc pas nécessaire et suffisante pour réduire les inégalités.

Le changement de discours, du développement à l'élimination de la pauvreté, signe la fin des stratégies diversifiées de développement pour céder la place à des politiques humanitaires, importantes, mais fondées sur la stratégie unique des IBW : le développement extraverti. Le soin de réduire les inégalités est laissé à une insertion réussie dans l'économie mondiale, aux aléas de la croissance et à la foi dans le ruissellement de ses avantages pour tous.

## **Une pensée renouvelée par les crises ?**

La crise financière aux États-Unis (2007-2008) plonge le monde dans la crise économique en 2009 avec une croissance réelle en PPA du PIB/habitant<sup>7</sup> de -2,4%, -1,7% dans les PED sans la Chine, où elle est de 6,7%. Les flux financiers vers les PED, en 2007-2009, passent de 7,7 à 3% de leur PIB, les entrées des IDE et des transferts des émigrés s'effondrent (-21% en 2008 et -13% en 2009 pour les premiers, -9% en 2009 pour les seconds). Un développement plus orienté vers le marché intérieur, soutenu par l'émergence d'une classe moyenne, est à nouveau à l'ordre du jour, y compris en Chine.

En outre, une crise écologique aux manifestations multiples se propage depuis quarante ans : déforestation, disparition rapide d'espèces végétales et animales, changements climatiques... La question du mode de développement souhaitable devient là aussi prégnante, autant pour les pays développés que pour les PED.

Pour tenter d'harmoniser économie et environnement, l'Onu organise la conférence sur l'environnement humain (1972), qui crée le PNUE et affirme que priorités environnementale et économique sont compatibles si la croissance est réorientée et ses bénéfices utilisés autrement. Ses travaux préparatoires, menés

---

<sup>7</sup>Penn World Tables.

à Founex (1971), forgent le concept « d'écodéveloppement » qui vise à penser, pour chaque société, comment coordonner ressources, techniques et institutions pour instaurer une économie sobre en ressources naturelles. Cela s'oppose à la croissance quantitative illimitée de la pensée dominante et au malthusianisme, qui considère que surpopulation et croissance conduisent à l'effondrement des sociétés, inversant la causalité entre sous-développement et surpopulation, alors que celle-ci cause celle-ci. Ses principes sont basés sur la finalité sociale du développement (fonder une société de l'être sur le partage équitable de l'avoir), l'adhésion culturelle à un projet endogène de transformation sociale, la prudence écologique pour ne pas détruire les écosystèmes qui portent la vie, la répartition territoriale de l'activité économique selon les capacités de charge des écosystèmes, et l'efficacité économique, dont la vocation est purement instrumentale et non une finalité (Sachs 1993). Cette conception diffère de celle du rapport *Notre avenir à tous* (1987), de la commission sur l'environnement et le développement – texte de base de la conférence des Nations unies du même nom (Rio de Janeiro, 1992) – qui popularise le développement durable qui doit « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs », mais selon « la distribution des coûts et des avantages » (CMED 1987 : 51). Il faut ainsi évaluer la nature en termes monétaires, ce qui revient à lui appliquer une logique économique qui lui est étrangère. La conférence de Rio, par les textes adoptés (déclarations de Rio et sur les forêts, conventions sur les changements climatiques et sur la biodiversité, Action 21), met l'environnement au cœur des politiques économiques et sociales et le développement devient systématiquement durable – sans pour autant remettre en cause radicalement la pensée économique.

Une autre tension existe avec la finalité du développement, entre les conceptions onusienne du « droit au développement » (1986) et de Sen (1999) d'un processus d'ouverture d'opportunités sociales pour que les individus puissent maîtriser leur destin. Or élargir des capacités ne garantit pas leurs réalisations, contrairement à l'affirmation d'un droit qui met les gouvernements en demeure de répondre de leurs politiques. La déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail (1998) renforce l'opposabilité en matière de droit syndical et de

négociation collective, d'élimination du travail forcé, d'abolition du travail des enfants et d'élimination des discriminations professionnelles. Mais sur les discriminations, très peu est dit jusqu'à présent, la croissance servant de levier pour réduire les inégalités. Pourtant, elles perdurent malgré la croissance. Il faut donc les penser comme le produit de discriminations, au lieu de les penser comme disjointes des relations sociales. La question n'est donc pas technique au sens de renforcer la croissance et son contenu en emploi décent, mais sociale : considérer les conflits entre classes pour identifier les discriminations, les réprimer et assurer la réalisation effective des droits. Or, le discours de l'Onu sur la pauvreté à éliminer traite des symptômes en omettant ses causes. Même si en lançant ses deux décennies pour les populations autochtones (1995-2014), l'Onu reconnaît des discriminations spécifiques.

Mais comme les stratégies de développement ne prennent pas cette voie, leurs projets concrets signifient souvent la négation des droits, entre autres, des populations autochtones. Couplé à la crise écologique, le développement est alors de plus en plus considéré comme inatteignable pour toute l'humanité, un mythe depuis longtemps constaté qui rend les réflexions sur l'après-développement d'autant plus urgentes (Rist 2007 : 443-455), comme les stratégies de décroissance (Martínez-Alier *et al.* 2010) ou les pratiques latino-américaines du « bien-vivre ». Le paradoxe, c'est que les bases en ont été jetées, il y a plus de 40 ans, par la déclaration de Cocoyoc<sup>8</sup> (1974), issue d'un colloque sous l'égide du PNUE et de la CNUCED, qui affirme avec force la nécessité de lutter contre les inégalités, critique vivement « la recherche exclusive de la croissance économique » qui, si elle « ne bénéficie qu'à la minorité la plus riche et maintient ou accroît les disparités entre et à l'intérieur des pays, n'est pas du développement. C'est de l'exploitation. » Elle reconnaît enfin la pluralité de styles de développement : « Le but n'est pas le "rattrapage", mais d'assurer une qualité de vie pour tous par une base productive compatible avec les besoins des générations futures. » Mais elle n'a jamais été endossée par l'Onu, les conditions politiques la rendant inaudible – comme visiblement encore aujourd'hui.

<sup>8</sup> Sur <[http://cms.unige.ch/isdd/IMG/pdf/COCOYOC\\_DECLARATION\\_1974.pdf](http://cms.unige.ch/isdd/IMG/pdf/COCOYOC_DECLARATION_1974.pdf)>, traduction personnelle des citations.

D'ailleurs, même le renouveau développementiste se fait hors de l'Onu, alors qu'il vise une voie médiane entre la stratégie de la CEPAL d'industrialisation, mais en rejetant sa croissance fondée sur le déficit public, tout en poursuivant l'insertion dans l'économie mondiale du consensus de Washington, mais en rejetant son absence de protection de l'industrie nationale. Renforcer le rôle de l'État, rompre avec le financement externe du développement et administrer le taux de change sont ses mots d'ordre (Bresser-Pereira 2009). En opposition nette avec les pratiques des IBW, cela ne l'est pas du tout quant à la pensée du développement qui la soutient. Le néodéveloppementisme s'insère dans la perspective du rattrapage des pays développés en adoptant une vision pro-exportatrice du développement – alors même qu'il met en garde contre le risque d'exportations bon marché bloquant l'industrialisation par la surévaluation du taux de change qu'elles peuvent engendrer. Or les évolutions récentes montrent une tendance à la « reprimarisation » des économies latino-américaines, sous les effets d'une forte demande chinoise de matières premières, remettant sur la sellette neutralité et intérêts mutuels des échanges internationaux.

\*

\*\*

Le grand mérite de l'Onu est d'être le réceptacle des conditions socioéconomiques de l'humanité et de leurs contradictions, un lieu de brassage d'idées sans pareil (Jolly *et al.* 2004 : 278), mais aux destinées qui dépendent *in fine* du volontarisme des États. Ainsi, les objectifs de croissance économique perdent de leur performativité au tournant des années 1980, au bénéfice de buts sociaux prolifiques. Durant les années 1970, le NOEI n'a qu'un impact minimal et l'autonomie collective relève du négligeable. En revanche, le concept de développement humain est largement repris, et celui du développement durable a un succès... rhétorique fulgurant. Car il faut à présent s'entendre sur les actions à réaliser et freiner les changements climatiques, ce qui implique de bifurquer vers un profil énergétique vraiment plus économe et que tous les pays développés reconnaissent leur responsabilité historique dans les dérèglements actuels pour que les PED prennent les leurs.

L'émergence de PED durant les années 1990 est une revanche sur l'échec du NOEI et sur les PAS, même si le rattrapage des pays développés en termes de revenu par habitant est encore loin. La

création par les BRICS de la Nouvelle Banque de développement (2014), au capital supérieur de 25 % à celui de la Banque mondiale, et de leur mécanisme de réserve de change, 13 % des ressources du FMI, pose la question de leur rôle : proposent-ils une alternative aux politiques des IBW ou est-ce une simple affirmation de soi ? En tous cas, un nouvel acteur s'immisce dans les relations entre l'Onu et les IBW.

Le renouveau qui interroge le développement a lieu en dehors de l'Onu, où la pensée du développement s'y est tarie, laissant la place à un discours sur des buts à foison pour lutter contre la pauvreté. Pourtant, le national-développementisme de la CEPAL ne remplaçait pas la notion d'exploité par celle de pauvre, et concevait des relations d'exploitation dans les relations internationales – même si de vives critiques lui ont été faites sur sa stratégie d'alliance de classes en faveur du développement. Après les dégâts des PAS, l'Onu a mis en avant la pauvreté plutôt que l'exploitation, et a détaché ainsi l'objet d'étude de son milieu, faisant abstraction des rapports sociaux (Meillassoux 1990). Le renouveau post-développementiste (décroissance, bien-vivre) se fait ainsi sans surprise en dehors de l'Onu, mais c'est aussi paradoxalement le cas du néodéveloppementisme qui vise pourtant le rattrapage, tout en s'efforçant de neutraliser la mécanique de la dépendance.

Le développement mimétique de Rostow (1960) avec ses stades, illustrés à merveille par les catégories onusiennes de pays sous-développés, les moins avancés, en développement, développés, reste l'horizon du développement à l'Onu autant que dans les IBW et à l'OMC. Pourtant, l'imbrication et la multiplication des crises interpellent sans cesse : quels changements mener, quelle richesse considérer pour s'y confronter ? Ces réflexions, l'Onu les a de fait abandonnées.

51

## Références

- BERTHELOT Y., 2004, *Unity and Diversity in Development Ideas*, Bloomington, Indiana University Press (UNHIP Series).
- BRESSER-PEREIRA L. C., 2009, *Mondialisation et Compétition*, Paris, La Découverte.
- CMED, 1989 (1987), *Notre avenir à tous*, Montréal, Éd. du Fleuve.
- DOCKÈS P., 1977, « Présentation », in : D. Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion (coll. Champs) : 3-20.
- EMMERIJ L. et al., 2001, *Ahead of the Curve?*, Bloomington, Indiana University Press (UNHIP Series).

## YANN GUILLAUD

- JOLLY R. *et al.*, 2004, *UN Contributions to Development Thinking and Practice*, Bloomington, Indiana University Press (UNHIP Series).
- JOMO K. S. (ed.), 2005, *The Pioneers of Development Economics*, London, Zed Books.
- JOMO K. S., E. S. REINERT (ed.), 2005, *The Origins of Development Economics*, London, Zed Books.
- KALECKI M., 1943, « Political aspects of full employment », *The Political Quarterly*, 14 (4) : 322-331.
- MARTÍNEZ-ALIER J. *et al.*, 2010, « Sustainable de-growth : Mapping the context, criticisms and future prospects of an emergent paradigm », *Ecological Economics*, 69 : 1741-1747.
- MEILLASSOUX C., 2009 (1990), « Succès de la politique d'aide au surdéveloppement des pays riches », *Journal des anthropologues*, 118-119 : 39-64.
- MILANOVIC B., 2005, *Worlds Apart*, Princeton University Press.
- NAYYAR D., 2013, *Catch Up*, Oxford University Press.
- ONU, 2015, « Objectifs du Millénaire pour le développement : Rapport 2015 », New York.
- PREBISCH R., 1949, « O desenvolvimento econômico da América Latina e seus principais problemas », *Revista Brasileira de Economia*, 3 (3) : 47-100.
- RIST G., 2007 (3<sup>e</sup> éd.), *Le développement*, Paris, Presses de Sciences Po.
- ROSENSTEIN-RODAN P. N., 1943, « Problems of industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe », *Economic Journal*, 53 (210-211) : 202-211.
- ROSTOW W. W., 1970 (1960), *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil.
- SACHS I., 1993, *L'écodéveloppement*, Paris, Syros.
- SEN A. K., 1999, *Development as Freedom*, Oxford University Press.
- TOYE J., R. TOYE, 2004, *The UN and Global Political Economy*, Bloomington, Indiana University Press (UNHIP Series).

52

### **Résumé :**

La pensée du développement économique aux Nations unies est discutée dans ses grandes lignes depuis les conditions pour assurer le plein-emploi après guerre, avec les spécificités du sous-développement, jusqu'aux derniers objectifs du millénaire. Il en ressort selon nous une disparition des analyses des conditions du développement dans l'économie mondiale pour céder la place à une foison d'objectifs sociaux omettant les causes de son objet et coupée du renouveau théorique en cours.